



La réforme de 2019 fait-elle émerger un nouveau modèle de fonction publique en France ?

Luc Rouban

La loi de 2019 portant réforme de la fonction publique s'inscrit dans un ensemble de réformes néolibérales comme la suppression de l'Ecole nationale d'administration et des grands corps de l'Etat ou comme la réforme des retraites qui va faire disparaître la spécificité du régime de retraite des fonctionnaires. Il s'agit pour le Président Macron de mettre en oeuvre l'un de ses principaux objectifs politiques, à savoir favoriser la mobilité sociale et professionnelle en allégeant les contraintes juridiques et en diversifiant le recrutement des élites.

La réforme de 2019 ne vient cependant pas bouleverser les trois fonctions publiques en France. Elle introduit des outils de gestion, permet de recruter des contractuels plus facilement y compris sur des emplois de direction, renforce le pouvoir hiérarchique et réduit le rôle des syndicats. Elle ne met cependant pas en cause le statut général des fonctionnaires.

La question se pose néanmoins de savoir si l'on assiste à l'émergence d'un nouveau modèle de fonction publique en France. Un tel modèle suppose un projet juridique, un projet social et un projet politique. Sur le terrain juridique, il est indéniable que l'on assiste au rapprochement du droit de la fonction publique et du droit du travail en usage dans les entreprises privées. Ce rapprochement est encouragé depuis longtemps par la philosophie même de l'Union européenne. Sur le terrain social, il semble assez clair que le gouvernement recherche un nouveau modèle de haut fonctionnaire, plus mobile et plus proche, dans sa formation comme dans sa culture, des dirigeants d'entreprise. Il s'agit de rompre avec l'histoire de la haute fonction publique et de son rôle central dans la décision publique pour la transformer en simple instrument de mise en oeuvre des politiques publiques. Sur le terrain politique, en revanche, se pose des questions d'une grande importance sur la place que les fonctionnaires doivent désormais occuper dans la société française. Les Français ne sont guère libéraux sur le plan économique et restent très attachés aux services publics. La fonction publique ne représente pas seulement un ensemble de services économiques que l'on peut privatiser. Elle témoigne aussi à travers ses métiers d'une motivation de service public qui vient mettre en oeuvre le projet républicain d'une société solidaire. C'est pourquoi on peut douter que l'on puisse s'acheminer vers un modèle néolibéral de fonction publique qui n'est soutenu ni par les citoyens ni par les fonctionnaires ni par les élus locaux. Il reste que la réforme pose de nouvelles questions sur l'organisation par l'Etat des élites et sur le rôle du système de formation qui va remplacer l'ENA. Sans modèle précis de haut fonctionnaire, et sans projet en ce qui concerne le rôle de l'Etat, cet ensemble de réformes ne pourra pas véritablement transformer la fonction publique en France.

Luc Rouban

Sciences Po Paris, Centre de recherches politiques (CEVIPOF), directeur de recherche au CNRS